

Mondialisation et pauvreté : les faiblesses des modèles d'équilibre général calculable

par

Nicolas Hérault

Doctorant

Centre d'Économie du Développement (IFReDE-GRES)

Université Montesquieu Bordeaux IV

Résumé :

Au cœur de la controverse qui oppose actuellement les partisans de la mondialisation et les mouvements « alter-mondialistes » se trouve la question des effets de la libéralisation commerciale sur les pays en développement (PED), et donc en particulier sur l'un des problèmes majeurs de ces pays, à savoir la pauvreté. Le débat sur ce point est d'autant plus intense qu'il ne paraît pas possible de trancher la question par la simple observation des expériences passées. La réponse des économistes à ces problèmes s'est faite en faisant appel à la modélisation et l'évaluation empirique. En effet, étant donné que certaines interactions sont positives et d'autres négatives, il devient nécessaire de faire appel à des études quantitatives. C'est dans ce but que sont utilisés les modèles d'équilibre général calculable (MEGC). Ils visent à représenter de la manière la plus fidèle possible le fonctionnement de l'économie du pays étudié. En particulier ils permettent de tenir compte des nombreuses interactions (en particulier intersectorielles) et aussi d'isoler les effets de différents facteurs. Il s'agit ici de nuancer ces résultats en soulignant les nombreuses difficultés auxquelles se heurtent ces approches quantitatives. Les difficultés auxquelles s'expose l'évaluation quantitative des effets de la libéralisation commerciale sur la pauvreté relèvent principalement de trois catégories : celles relatives à la disponibilité et à la qualité des données, les difficultés concernant la définition et donc les mesures de la pauvreté, des inégalités et de la mondialisation, et enfin les difficultés méthodologiques liées aux méthodes de modélisation en équilibre général.

Abstract : Globalization and Poverty : Fragileness of Computable General Equilibrium Models

In the debate between “pro” and “anti” globalization one of the main questions deals with the effects of trade liberalization on developing countries, and especially on poverty. The argumentation on this point is very controversial since it is impossible to answer this question simply by looking back to the past and observing what has happened to different countries: experiences are too diverse. Moreover some consequences of globalization may help to reduce poverty while some others clearly work against the poor. Economists recommend solving these problems by using models and empirical evaluation. Computable general equilibrium (CGE) models are used in this way. They are designed to explain as accurately as possible the running of the economy of the country studied. They are able to take into account many interactions (in particular between different economic activities) and to separate the effects of different factors. By highlighting the various difficulties inherent to such modeling, this paper tries to make clear why the results of these models are questionable. The main difficulties faced by quantitative evaluations of the impacts of trade liberalization on poverty may be displayed in three categories: those associated to data availability and quality; those regarding the definitions and thus the measures of poverty, inequality and globalization; and eventually the methodological difficulties linked to such modeling in general equilibrium.

Mots-clés : mondialisation ; pauvreté ; inégalité ; libéralisation commerciale ; modèles d'équilibre général calculable

Classification JEL : I32, C68

Sommaire

1. Introduction.....	1
2. Des données difficiles à recueillir	1
3. Des problèmes conceptuels	2
4. La remise en question des MEGC et de leurs hypothèses	2
5. Conclusion	3
<i>Références bibliographiques</i>	4

1. Introduction

Au cœur de la controverse qui oppose actuellement les partisans de la mondialisation et les mouvements « alter-mondialistes » se trouve la question des effets de la libéralisation commerciale sur les pays en développement (PED), et donc en particulier sur l'un des problèmes majeurs de ces pays, à savoir la pauvreté. Le débat sur ce point est d'autant plus intense qu'il ne paraît pas possible de trancher la question par la simple observation des expériences passées. En effet, l'ouverture commerciale, phénomène d'ordre macroéconomique, influence les déterminants de la pauvreté, microéconomiques cette fois, via de multiples canaux. D'où une première difficulté. De plus, il faut bien reconnaître que la mondialisation implique des effets positifs et d'autres négatifs. De sorte que son effet « net » sur la pauvreté reste le plus souvent indéterminé. D'autre part il est aussi très difficile d'isoler cet effet puisque le commerce international n'est qu'un des paramètres qui influencent la dynamique économique d'un pays.

La réponse des économistes à ces problèmes s'est faite en faisant appel à la modélisation et l'évaluation empirique. Étant donné que certaines interactions sont positives et d'autres négatives, il devient nécessaire de faire appel à des études quantitatives. C'est dans ce but que sont utilisés les modèles d'équilibre général calculable (MEGC). Ils visent à représenter de la manière la plus fidèle possible le fonctionnement de l'économie du pays étudié. En particulier ils permettent de tenir compte des nombreuses interactions (en particulier intersectorielles) et aussi d'isoler les effets de différents facteurs. Cet « outil » semble bien être à ce jour le seul capable de tirer au clair la question de l'impact de l'ouverture sur la pauvreté. Ses résultats sont donc projetés sur le devant de la scène.

Or il est quelque peu surprenant de constater comme une convergence de ces résultats dans le sens d'un impact léger mais positif de la mondialisation sur la pauvreté absolue¹. Il s'agit ici de nuancer ces résultats en soulignant les nombreuses difficultés auxquelles se heurtent ces approches quantitatives. Les difficultés auxquelles s'expose l'évaluation quantitative des effets de la libéralisation commerciale sur la pauvreté relèvent principalement de trois catégories : celles relatives à la disponibilité et à la qualité des données, les difficultés concernant la définition et donc les mesures de la pauvreté, des inégalités et de la mondialisation, et enfin les difficultés méthodologiques liées aux méthodes de modélisation en équilibre général.

2. Des données difficiles à recueillir

Le premier type de difficultés est reconnu par quasiment tous les économistes. Effectivement, lorsqu'il s'agit d'étudier le cas d'un ou plusieurs PED les insuffisances des informations disponibles constituent souvent un lourd handicap. Par insuffisances on entend bien sûr le manque de données, que ce soit par exemple sur un secteur de l'économie, sur une période de temps ou encore sur les mesures de la pauvreté ou des inégalités. Mais même lorsque ces données existent leur fiabilité est régulièrement mise en doute, tout comme leur représentativité ou leur cohérence puisqu'il n'est pas rare que deux sources différentes se contredisent, ou encore que certaines données soient aberrantes. Tous ces problèmes conduisent les économistes à introduire une dose de partialité dans le choix et l'organisation de leurs données. Cela oblige aussi à restreindre la portée des modèles qui ne peuvent alors refléter que plus ou moins partiellement le fonctionnement de l'économie. Et il devient parfois nécessaire de mener à bien des estimations afin de compléter les séries de données. On comprend bien alors que les résultats de ces modèles souffrent de nombreuses incertitudes, ne serait-ce que par la fragilité des données sur lesquelles elles sont basées.

¹ C'est ce qui se dégage du séminaire qui s'est tenu début décembre 2002, au Centre de Développement de l'OCDE, intitulé « *How Are Globalisation and Poverty Interacting, and What Can Governments Do About It?* ». Je tiens à remercier ici le réseau IMPACT pour m'avoir permis d'y participer et aussi pour le soutien financier qu'il m'a fourni, me permettant ainsi de réaliser un travail plus approfondi sur le sujet.

3. Des problèmes conceptuels

Ces incertitudes sont en réalité amplifiées par les difficultés relatives à l'élaboration des concepts de pauvreté, d'inégalités et de mondialisation. En particulier, la pauvreté et les inégalités peuvent être relatives ou absolues. Et la définition du processus de mondialisation reste encore imprécise et controversée. Alors plutôt que de prendre parti, il semble bien que les économistes choisissent le plus souvent de privilégier la cohérence et l'adéquation avec les modélisations utilisées et les données disponibles. Ainsi, les études empiriques se cantonnent-elles à l'analyse des impacts de la mondialisation commerciale, ou plus précisément des politiques de libéralisation des échanges extérieurs, sur les inégalités et la pauvreté. Cependant, il est bien souvent difficile de trouver une mesure fiable de l'ouverture², et même l'utilisation de la réduction des barrières tarifaires et non-tarifaires se heurte à la complexité et l'instabilité des régimes commerciaux dans nombre de PED. Les modélisations considèrent, pour la plupart, les effets d'une diminution ou d'une suppression totale des droits de douane. Et cela est certainement plus pertinent que de considérer les variations des flux commerciaux car ouverture commerciale n'est pas forcément synonyme d'intégration à l'économie mondiale. Quant à la pauvreté, elle est appréhendée à travers le revenu des ménages en terme d'incidence, et plus rarement (en particulier du fait du manque de données) en terme de profondeur et de sévérité de la pauvreté absolue. La modélisation laisse peu de place à des critères qualitatifs. Mais les résultats sont alors influencés par d'autres facteurs tels que le choix du seuil de pauvreté, l'étude de revenus nominaux ou réels, ou encore le choix du type de distribution du revenu à l'intérieur des ménages représentatifs. Tandis que les approches des inégalités se révèlent souvent parcellaires. En effet l'hypothèse de ménages représentatifs ne permet pas une étude en profondeur des évolutions des inégalités puisqu'elle ne prend pas en compte les variations de revenus intra-catégories. Alors même que celles-ci ne sont en général pas négligeables. Il faut alors se contenter de l'étude du rapport entre rémunération du travail qualifié et non-qualifié, ou entre revenu du travail et du capital, ou encore entre revenu des ménages urbains et ruraux³. Il ressort finalement que les MEGC classiques sont destinés en priorité à évaluer l'impact de la libéralisation commerciale sur le niveau de la pauvreté nationale, tandis que les effets sur les inégalités, lorsqu'ils sont étudiés, ne peuvent constituer qu'un objectif secondaire.

4. La remise en question des MEGC et de leurs hypothèses

En outre, au-delà de ces deux premiers types de difficultés, inévitables dans tout processus de modélisation, il convient de souligner les limites intrinsèques des MEGC. Dans cette perspective, il est certainement intéressant de relever quels sont les mécanismes par lesquels ces modèles parviennent plus ou moins à une « convergence de résultats⁴ ». Ils étudient en général les effets d'une suppression totale ou partielle des droits de douane. Ce qui conduit à une baisse du prix moyen des biens importés⁵ et donc à une augmentation des importations en fonction des élasticités de l'offre et de la demande. Celle-ci, combinée à la baisse des prix qu'elle impulse, a un effet dépressif sur la production. Cependant, cela est plus que compensé par l'expansion des exportations induite par la dépréciation réelle du taux de change. Globalement, on assiste à une baisse des revenus du travail et des prix, et une hausse du niveau de production. La consommation des ménages, et donc leur niveau de bien-être, progresse car la baisse des prix dépasse celle des revenus. Ce qui implique, dans le cadre de la stabilité ou d'une légère progression des inégalités, une réduction de la pauvreté absolue.

On a donc ici une première approche, certes assez grossière, des mécanismes de transmission des chocs de politique commerciale dans les MEGC, mais elle permet déjà d'en dégager les

² Pour plus de détails sur ce type de problème dans les analyses en cross-section on pourra consulter notamment : RODRIGUEZ and RODRIK (1999), et pour un aperçu plus rapide de la littérature sur le sujet : SIROËN (2000).

³ MILANOVIC (2002) montre comment la non-prise en compte des variations intra-catégories peut induire en erreur quant à l'évolution des inégalités.

⁴ Cette « convergence » demeure toute relative car, étant donné la fragilité des résultats, ces derniers peuvent être influencés de manière décisive par une modification, parfois mineure, du modèle en question. De plus il ne s'agit pas ici d'affirmer que tous les MEGC conduisent aux mêmes résultats, loin s'en faut.

⁵ Cependant cette baisse peut être atténuée ou même annulée pour certains biens par l'instauration éventuelle d'une taxe sur la valeur ajoutée destinée à compenser les pertes de recettes de l'État.

principales limites. A ce sujet, le papier de Round et Whalley (2002) est fort instructif : pour ses auteurs la forme structurelle précise du modèle prédétermine, pour une large part, les résultats. En particulier certaines des hypothèses retenues jouent un rôle primordial : la mobilité des facteurs de production permet une plus large diffusion des effets de la libéralisation, tandis que leur immobilité en concentre les gains et les pertes. Ainsi les hypothèses relatives à la mobilité intersectorielle, intranationale et internationale du capital et de la main d'œuvre vont influencer substantiellement les résultats.

Et il en est de même en ce qui concerne les valeurs retenues pour les élasticités des offres et des demandes (notamment pour ce qui est des exportations et des importations), et les élasticités de substitution dans les fonctions de production et de consommation. En effet, on comprend bien qu'une dépréciation du taux de change n'entraînera pas la même progression des exportations si les élasticités-prix des offres et des demandes sont faibles, comme pour un pays exportant des produits de base, ou si celles-ci sont plus élevées, comme pour un pays exportant des produits de haute-technologie.

De plus, l'hypothèse de rendements d'échelle constants, retenue dans la plupart des modèles, a certainement l'avantage de simplifier ces derniers. Mais elle ne reflète pas la complexité de la réalité et notamment le risque à plus ou moins long terme d'une « mauvaise » spécialisation. Indubitablement, l'existence de secteurs à rendements décroissants et d'autres à rendements croissants conduit à la dégradation continue des termes de l'échange pour les pays spécialisés dans des productions aux rendements d'échelle décroissants. Cette « mauvaise » spécialisation dans l'intégration à l'économie mondiale entraîne une détérioration continue des termes de l'échange et entrave déjà réellement le développement de nombreux *Pays les Moins Avancés* (PMA). Ce qui nous amène à questionner l'horizon temporel limité de ces modélisations : les gains tirés à court-terme d'une ouverture prématurée aux échanges peuvent très bien se transformer en pertes à plus long terme.

D'autre part, la sphère financière n'est que trop peu prise en compte alors même qu'une part non-négligeable des résultats est due aux mouvements des taux de change. Ce qui est d'autant plus gênant que c'est certainement dans ce domaine que la globalisation est actuellement la plus aboutie. Ainsi, devant les difficultés rencontrées pour incorporer les flux financiers, autres que les seuls investissements directs étrangers, les économistes se trouvent contraints de poser l'hypothèse de la non-mobilité des capitaux. Pourtant cela paraît fort loin de la réalité et il serait très intéressant de voir en quoi les résultats seraient modifiés suite au relâchement de cette hypothèse.

Plus généralement et pour finir sur ce troisième type de difficultés, on peut relever une des remarques formulées par F. Bourguignon⁶ à savoir que ces modèles fonctionnent pour des changements à la marge mais pas pour des bouleversements. Ils supposent implicitement que les ménages feront face aux modifications des prix et du marché du travail de la même manière demain, en période de libéralisation, que hier ou aujourd'hui si de telles modifications survenaient.

Enfin, il est aussi évident que le champ empirique de toutes ces études en influence largement les résultats, ce qui doit nous préserver d'en généraliser les conclusions. Il ne fait effectivement aucun doute qu'une même politique d'ouverture aux échanges ne produira pas les mêmes effets au Brésil qu'au Bénin car dans le processus d'intégration à l'économie mondiale de nombreux facteurs entrent en jeu tels que : la taille et la structure de l'économie nationale, les politiques sociales, commerciales et industrielles (soutien aux exportations, substitution aux importations...), le niveau de développement, la situation géographique, la dynamique des échanges régionaux, la qualité des institutions, le capital humain,...

5. Conclusion

En définitive, il ne s'agit aucunement de remettre en cause ici la nécessité des études empiriques et de la modélisation dans le débat sur la relation entre mondialisation et pauvreté. Leur utilité est grande car ils semblent bien être pour l'instant la seule voie possible pour couper court aux positions idéologiques ou démagogiques qui ne font que faire reculer le débat. Il convient plutôt de souligner la fragilité de ces résultats tant, comme nous l'avons vu, les difficultés rencontrées par ces approches sont nombreuses. Ainsi, plutôt que de se fier aveuglément aux résultats il convient d'examiner quelle

⁶ Formulée lors du séminaire qui s'est tenu début décembre 2002, au Centre de Développement de l'OCDE à Paris.

est la nature et l'ampleur des mécanismes par lesquels le processus de mondialisation influe sur les déterminants de la pauvreté. Tout comme il paraît de première importance d'examiner en détail les hypothèses retenues et leur influence finale.

Toutefois la difficile prise en compte de facteurs contingents tels que ceux énumérés précédemment ne peut qu'atténuer la portée des études qui prétendent isoler les effets de la mondialisation. Peut-être que des efforts supplémentaires, en amont, dans la collecte des données pourraient pallier certaines d'entre elles, notamment en permettant aux modélisations de se rapprocher davantage du fonctionnement réel de l'économie. Il reste néanmoins que ces modèles ne pourront jamais représenter la réalité économique que partiellement, laissant les résultats sous l'influence des hypothèses et des formes structurelles retenues mais aussi du cadre théorique sous-jacent. Ils ne peuvent constituer qu'un élément, parmi d'autres, d'aide à la décision pour les politiques. Ces derniers se doivent de ne pas s'en référer uniquement à ces résultats, ne serait-ce que parce que ces modèles sont incapables de prévoir les conséquences de l'ouverture économique sur le moyen-long terme.

Les économistes sont bien conscients de ces limites et c'est pourquoi ils sont sans cesse en train d'améliorer leurs modèles. En particulier, l'utilisation de ménages dits représentatifs semble particulièrement préjudiciable à une étude détaillée de l'évolution de la pauvreté et surtout des inégalités. C'est pourquoi certains ont développé des MEGC intégrant un grand nombre de ménages, voir même l'ensemble de ceux présents dans les enquêtes ménages (Cockburn 2001). Seulement cela semble se faire au détriment de la complexité des MEGC, réduisant ainsi d'autant la fidélité avec laquelle ils sont sensés représenter la réalité. Une autre approche consiste à « emboîter » un MEGC, pour la partie macroéconomique, et un modèle de micro-simulation, pour modéliser le comportement de milliers de ménages

Références bibliographiques

Adjovi, E. 2002. *Politique commerciale et pauvreté au Bénin : une analyse en équilibre général*, présenté lors du Séminaire du Centre de Développement de l'OCDE à Paris les 9 et 10 décembre 2002.

Bussolo, M. et Whalley, J. 2002. *Globalization in Developing Countries : The Role of Transaction Costs in Explaining Economic Performance in India*, présenté lors du Séminaire du Centre de Développement de l'OCDE à Paris les 9 et 10 décembre 2002.

Bourguignon, F., Pereira da Silva L. et Stern, N. 2002. *Evaluating the Poverty Impact of Economic Policies : Some Analytical Challenges*, World Bank.

Cockburn, J. 2001. *Trade Liberalisation and Poverty in Nepal A Computable General Equilibrium Micro Simulation Analysis*, présenté lors du Séminaire du Centre de Développement de l'OCDE à Paris les 9 et 10 décembre 2002.

Cororaton, C. B. 2002. *Trade Reforms, Income Distribution, and Welfare: The Philippine Case*, présenté lors du Séminaire du Centre de Développement de l'OCDE à Paris les 9 et 10 décembre 2002.

McCulloch, N. 2002. *The Impact of Structural Reforms on Poverty: a simple methodology with extensions*, présenté lors du Séminaire du Centre de Développement de l'OCDE à Paris les 9 et 10 décembre 2002.

Milanovic, B. 2002. *Can We Discern The Effect of Globalization on Income Distribution? Evidence from Household Budget Surveys*, World Bank.

Mujeri, M. 2002. *Globalization-Poverty Interactions in Bangladesh: What Policy Implications Can We Draw?*, présenté lors du Séminaire du Centre de Développement de l'OCDE à Paris les 9 et 10 décembre 2002.

Robilliard, A.-S., Bourguignon, F. et Robinson, S. 2002. *Examining the Social Impact of the Indonesian Financial Crisis using a Micro-Macro Model*, présenté lors du Séminaire du Centre de Développement de l'OCDE à Paris les 9 et 10 décembre 2002.

Rodriguez, F. et Rodrik, D. 1999. *Trade Policy and Economic Growth: A Skeptic's Guide to the Cross-National Evidence*, NBER Working Paper 7081, avril.

Round, J. et Whalley, J. 2002, *Globalization and Poverty: Implications of South Asian Experience for the Wider Debate*, présenté lors du Séminaire du Centre de Développement de l'OCDE à Paris les 9 et 10 décembre 2002.

Siroën, J.-M. 2000, *L'ouverture commerciale est-elle mesurable ?*, Colloque « Ouverture économique et développement », Tunis, 22-23-24 juin 2000.

Tarr, D., Harrison, G. W., Rutherford, T. F. et Gurgel, A. 2002. *Regional, Multilateral and Unilateral trade policies of MERCOSUR for Growth and Poverty Reduction in Brazil*, présenté lors du Séminaire du Centre de Développement de l'OCDE à Paris les 9 et 10 décembre 2002.

Weerahewa, J. 2002, *Assessing the Impacts of Globalization on Poverty Using Decomposition Methods*, présenté lors du Séminaire du Centre de Développement de l'OCDE à Paris les 9 et 10 décembre 2002.

Winter, A., Niimi, Y. et Vasudeva-Dutta, P. 2002. *Trade Liberalisation and Poverty Dynamics in Vietnam*, présenté lors du Séminaire du Centre de Développement de l'OCDE à Paris les 9 et 10 décembre 2002.